

Intervention de Sophie Borderie, présidente du Conseil départemental

Budget Primitif - 21 mars 2025

Mes chers collègues,

Mesdames, Messieurs,

Chers internautes,

J'ouvrais notre séance plénière de février dernier, consacrée à notre Débat d'Orientations Budgétaires, en soulignant son caractère inédit.

Inédit et, devrais-je ajouter, inquiétant.

Au lieu de « l'effet ciseaux », dont nous avons débattu à de maintes reprises ici, c'est plutôt d'un « effet cisailles » dont nous devrions désormais parler, tant les efforts demandés aux Départements donnent le vertige. La situation des Départements est tout bonnement devenue intenable.

Le projet de Loi de Finances 2025 n'a, à ce sujet, pas répondu à nos attentes ni à celles, plus largement, de tous les Départements de France. Et pourtant, avec deux Premiers ministres successifs anciens Présidents de Départements, nous pouvions nourrir de légitimes motifs d'espoir.

Notre combat a tout de même porté quelques rares fruits, si vous permettez l'expression, puisque le DILICO, nouveau mot du dictionnaire synonyme de « ponction », a été réduit à un peu moins de la moitié des 5 milliards d'euros initialement demandés aux collectivités. Je remercie à ce titre le sénateur Michel Masset, qui s'est fait le relai efficace de nos inquiétudes auprès du Gouvernement.

Mais j'ai le sentiment, amer, d'une victoire à la Pyrrhus. Dans le catalogue de mesures gouvernementales, la possibilité offerte aux Conseils départementaux d'augmenter les Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO), de manière partielle et limitée, apparaît comme le seul complément de recettes possible. Même si cela est insuffisant au regard des enjeux, nous serons contraints, à notre corps défendant, de le saisir.

Imaginez plutôt la situation nationale ! En 2025, 29 départements, soit près d'un département sur trois, sont éligibles au fonds de sauvegarde, alors que l'enveloppe de ce fonds est elle-même réduite de deux tiers, passant de 100 à 32 millions d'euros. Un bel exemple de l'irresponsabilité de l'État à laquelle sont confrontés les Départements.

Lors du bureau de l'Assemblée des Départements de France, mercredi dernier, tous les départements, de gauche comme de droite, ont d'ailleurs dénoncé l'attitude des gouvernements successifs. Tous, de gauche comme de droite, ont regretté des décisions unilatérales, prises par l'État sans concertation, et qui grèvent nos budgets locaux. Sans vouloir jouer les Cassandra, il ne faut pas se bercer d'illusions sur l'avenir à court terme car l'État n'avance aucune solution concrète.

Rien, par exemple, dans la loi de Finances sur la compensation de l'extension de la prime Ségur à la branche de l'action sanitaire et sociale.

Rien non plus sur la hausse annoncée, au 1er avril, du RSA, qui représentera une dépense supplémentaire de l'ordre de 500 000 euros pour notre Département.

Dans ces conditions, nous nous joindrons aux initiatives à venir de l'Assemblée des Départements de France pour que chaque nouvelle dépense fasse l'objet d'une recette correspondante.

À défaut, les Départements ne répondront plus aux injonctions de l'État. C'est le combat que nous porterons et que nous relaierons, collectivement, auprès des parlementaires.

Le contexte est inédit et inquiétant, disais-je en introduction, car nous évoluons dans un monde de plus en plus incertain. Les tensions internationales marquent la fin de l'ordre mondial issu de 1945.

Cet ordre a vécu et c'est dans les conflits et les guerres que se dessine le suivant, sous nos yeux. Avec pour toile de fond la montée des populismes, outre-Atlantique bien sûr, mais également en Europe et en France.

Nous entrons, comme l'a dit le Président Macron, dans « une économie de guerre », que Keynes définissait comme « *le passage de l'abondance à la pénurie* ». Et si l'effort national se porte sur nos armées, il nous faudra défendre les solidarités.

Pourtant, nous ne pouvons pas opposer les deux car le réarmement de l'Europe a pour objectif de défendre notre modèle démocratique et en particulier notre modèle social.

Dans ce tumulte national et international, nous devons donc, plus que jamais, faire preuve de responsabilité. Afin, comme l'écrivait Albert Camus dans son célèbre discours de Stockholm, « *d'empêcher que le monde ne se défasse*. »

Et c'est aujourd'hui toute l'ambition de la majorité départementale que je conduis et j'en suis sûre, de l'ensemble des élus présents, de continuer à faire du Département un pôle de stabilité et de confiance, de continuer à tisser du lien.

Chers collègues, vous connaissez les données de l'équation financière, maintes fois exposées dans les différents temps de travail, dans cet hémicycle ou en commissions. J'ai même proposé que des commissions thématiques soient organisées en amont du DOB pour partager les paramètres budgétaires.

Pour faire face à la baisse des ressources et à la hausse des charges imposées unilatéralement par l'État, nous proposerons cette année des économies à un niveau inédit, encore supérieur à ce que nous avons connu en 2017. Mais nous resterons, en 2025, le premier investisseur public de Lot-et-Garonne.

Cet effort considérable aura des répercussions chez nos partenaires. Mais, au terme d'un exercice périlleux - et je remercie les services pour leur travail - nous sommes parvenus à maintenir l'essentiel de nos politiques publiques. Le Vice-président Christian Dézalos en détaillera dans quelques minutes la structure.

Comme vous pourrez le voir, nous accepterons, en responsabilité, de dégrader nos ratios pour répondre aux besoins des Lot-et-Garonnaises et des Lot-et-Garonnais. Et ainsi continuer, en 2025, de jouer notre rôle protecteur et d'incarner un service public de proximité.

Comme j'ai eu l'occasion de le dire aux Lot-et-Garonnais, plus d'un millier, venus aux réunions territoriales, c'est bien tout le modèle national de financement des Départements qui est à bout de souffle. C'est pourquoi le moment appelle non seulement les efforts que nous proposons aujourd'hui mais exige une refondation et une transformation profondes de notre action.

Sur ces réunions, force est de constater que nous avons eu raison d'aller, en amont du budget, vers les Lot-et-Garonnais pour expliquer et échanger sur le contexte. Il me paraît essentiel de faire vivre la démocratie locale et participative. Ce temps de dialogue et d'échanges avec les citoyens est important et, pour moi, c'est ma conviction profonde, ne rentre pas en collusion avec les temps de débats ayant lieu au sein de l'assemblée départementale.

Ce calendrier, je l'assume. Cet exercice de pédagogie et d'explicitations de nos contraintes a été très bien reçu.

Mais ces réunions ne sont pas une fin en soi et nous continuerons, devant les enjeux inédits, à aller à la rencontre des acteurs de terrain.

J'ai en effet la conviction forte qu'il nous faut sortir de cette logique de guichets et de subventions, à laquelle nous sommes trop souvent renvoyés. Et qu'il nous faut, dès à présent, trouver une issue collective à une crise dont on ne connaît pas le terme.

A la fatalité, nous devons substituer le temps des possibilités pour une nouvelle action publique locale et redonner tout son sens à la décentralisation.

Dit autrement, nos choix aujourd'hui doivent servir de base pour se réinventer et continuer, demain, d'accompagner les Lot-et-Garonnais.

Cela passera par une nouvelle approche de nos partenariats et de nos coopérations, par des mutualisations innovantes et des objectifs encore davantage partagés par les parties prenantes. Et c'est ce message d'unité que je partage avec les interlocuteurs que je rencontre régulièrement, qu'ils soient issus du monde social, économique ou associatif.

Je leur dis : « Vous pourrez compter sur nous, mais nous devons faire bloc et mettre nos forces en commun pour sortir de l'ornière nationale dans laquelle nous sommes plongés. »

Avec pour mots d'ordre l'exemplarité, la sobriété et l'équité :

- *L'exemplarité dans la conduite de chacune de nos politiques publiques, en réinterrogeant le sens de nos actions*
- *La sobriété, également, dans chacun des événements portés ou soutenus par le Conseil départemental*
- *L'équité enfin, avec des efforts justes et adaptés.*

Ce changement de logiciel, nous l'avons déjà largement initié et engagé. Nous l'accélérons.

Nous avons lancé un Plan Routes et Déplacements du Quotidien dont le Vice-président Daniel Borie nous précisera les adaptations au contexte financier. Mais les objectifs énoncés lors de sa présentation en 2023, sont maintenus. Nous continuerons d'investir massivement sur le réseau secondaire, tout en soutenant de nouveaux usages en matière de mobilité douce et solidaire.

Sur le volet Éducation, le 1^{er} Vice-président Nicolas Lacombe proposera notamment un nouveau calendrier du Plan Collèges et confirmera le maintien de la Convention éducative ou des bourses aux collégiens. Toutes ces actions constituent des engagements pris auprès de la jeunesse lot-et-garonnaise et nous les tiendrons, tout comme nous tiendrons notre promesse de proposer l'un des tarifs de restauration scolaire les plus faibles de France.

Ces engagements portent également sur l'enseignement supérieur, dossier suivi tout particulièrement par notre Vice-présidente Valérie Tonin sur lequel nous aurons l'occasion de revenir.

Je parlais en amont de la nécessité de refondation. Cela sera particulièrement visible dans les relations que nous entretenons avec les associations culturelles, sportives ou citoyennes. Là aussi, il nous faut changer de paradigme. Les Vice-présidents Jacques Bilirit, Marylène Paillarès et Laurence Lamy reviendront sur les nouveaux critères mis en place. Une première pierre dans le travail qui est - et sera mené - avec les acteurs associatifs sur le terrain pour redéfinir les liens qui nous unissent.

Sur le volet social, dont vous connaissez les contraintes, les Vice-présidentes Christine Gonzato-Roques et Annie Messina détailleront également les différentes pistes pour continuer d'apporter des réponses de proximité essentielles aux Lot-et-Garonnais, avec notamment la montée en puissance de la plateforme « Bienvenue Docteur » ou notre soutien à la réhabilitation de l'Ehpad de Sos.

Enfin, les Vice-présidents Joël Hocquelet, Danielle Dhélias et Ludovic Biasotto reviendront, dans leur domaine respectif, sur leur feuille de route 2025, avec, en particulier, un soutien renouvelé à l'agriculture et le maintien du FACIL, notre dispositif d'aides aux communes et intercommunalités de Lot-et-Garonne.

Vous l'aurez compris, chers collègues, à travers ce projet de Budget, nous préservons l'essentiel.

Et, au-delà, nous devons poursuivre, collectivement, nos efforts pour adapter nos logiques d'action à ce que sont en droit d'attendre les Lot-et-Garonnais et construire le Lot-et-Garonne de demain. Sur ce sujet, je sais pouvoir compter sur le dévouement constant et l'investissement de nos agents, que nous défendrons et que nous accompagnerons dans ces évolutions.

C'est ce pacte, basé autour des solidarités humaines et territoriales, du pouvoir d'achat et de la protection des Lot-et-Garonnais que j'entends continuer à défendre pour être au rendez-vous de nos promesses et des défis à surmonter.

Je vous remercie.